

## MENACE DJIHADISTE AU SAHEL

### L'enlèvement d'Olivier Dubois au Mali

Élise Vincent et Morgane Le Cam

Le journaliste français a disparu le 8 avril dans la ville de Gao. Le parquet antiterroriste a ouvert une enquête

#### RÉCIT

C'est à Gao, au nord du Mali, une de ces villes plantées au milieu du désert, voilée par la poussière, le sable, et bordant le fleuve Niger, qu'Olivier Dubois a été enlevé, le 8 avril. Ce journaliste français indépendant de 46 ans, qui travaillait habituellement pour *Le Point Afrique* et *Libération*, serait désormais aux mains du Groupe de soutien de l'islam et des musulmans (GSIM), branche locale d'Al-Qaïda, selon une vidéo diffusée dans la nuit du 4 au 5 mai sur les réseaux sociaux.

Après plusieurs semaines d'incertitude, le ministère français des affaires étrangères a brisé le silence, mercredi 5 mai au matin, et officialisé ce que son entourage et tous les bons connaisseurs de la zone sahélienne redoutaient. « *Nous confirmons la disparition au Mali d'Olivier Dubois. Nous sommes en contact avec sa famille ainsi qu'avec les autorités maliennes. Nous procédons aux vérifications techniques d'usage* », a indiqué le Quai d'Orsay. Sept mois après la libération de l'humanitaire Sophie Pétronin, en octobre 2020, la France compte donc un nouvel otage dans le monde.

Comment Olivier Dubois s'est-il retrouvé dans cette situation ? Que s'est-il passé entre le 8 avril et la diffusion de cette vidéo de vingt et une secondes, tournée sous une tente, à la localisation inconnue, où notre confrère apparaît assis en tailleur, récitant un court message face caméra dans lequel il appelle notamment « [s]a famille, [s]es amis et les autorités françaises » à faire « *tout ce qui est en leur pouvoir* » pour le libérer ? Les éléments à ce sujet sont parcellaires. *Le Monde* a pu reconstituer une partie de son itinéraire.

Installé au Mali depuis six ans, Olivier Dubois est un journaliste passionné, au carnet d'adresses solide, y compris dans les cercles djihadistes. C'est dans ce cadre qu'il avait proposé à *Libération*, avec qui il collaborait depuis un an, d'interviewer un chef du GSIM, à Gao. « *L'homme qu'il voulait rencontrer, Abdallah Ag Albakaye, est un lieutenant de l'organisation islamiste armée, intermédiaire dans la hiérarchie, actif dans la zone de Talataye* », a fait savoir mercredi *Libération*. Le quotidien avait néanmoins refusé l'interview, la jugeant trop risquée.

Olivier Dubois n'en était pas à son premier article du genre. Début avril, il avait publié, sur *Le Point Afrique*, un entretien avec Youssouf Toloba, le chef de la milice d'autodéfense dogon du nom de Dan Na Ambassagou. L'organisation, qui se dit en guerre contre la nébuleuse djihadiste sévissant dans le centre du Mali, est surtout accusée d'avoir commis des massacres de civils peuls dans la région. Les Peuls sont régulièrement soupçonnés d'être complices des djihadistes, en l'occurrence de la katiba Macina, dirigée par le prédicateur Amadou Koufa.

C'est par avion, le 8 avril, qu'Olivier Dubois est arrivé à Gao. Une ville dans laquelle Sophie Pétronin avait été enlevée en 2016. Le journaliste français y avait réservé une chambre dans un hôtel grâce à un intermédiaire. Il n'était accompagné pour l'occasion ni de l'armée française, qui dispose à Gao d'une de ses principales bases pour l'opération « Barkhane », ni des casques bleus de la mission des Nations unies pour la stabilisation du Mali. Une démarche rarissime de la part d'un journaliste occidental. Informées de son projet de déplacement, les autorités françaises au Mali avaient tenté de le dissuader, sans succès.

#### Un intermédiaire au rôle trouble

Sans doute Olivier Dubois se sentait-il en confiance, protégé par cet intermédiaire, comme le souligne Anthony Fouchard, ancien journaliste indépendant au Mali – et collaborateur du *Monde* –, qui a croisé son confrère sur le terrain par le passé. Dans un livre à paraître le 20 mai (*Il suffit d'un espoir*, Les Arènes,

400 p., 18 euros) relatant le parcours de l'ancienne otage Sophie Pétronin, Anthony Fouchard évoque cet homme au rôle trouble qui travaillait souvent avec Olivier Dubois et aurait facilité ses démarches pour cette interview dans la région de Gao, début avril.

D'origine touareg et infirmier de profession, cet intermédiaire « *conversait depuis longtemps, avec Olivier Dubois. Il avait prouvé par le passé sa capacité à entrer en contact avec des responsables djihadistes. En raison de son métier, il lui arrivait par ailleurs régulièrement de prodiguer des soins à des combattants*, raconte Anthony Fouchard. *Cet homme a-t-il profité de sa relation privilégiée avec Olivier pour lui tendre un piège ou a-t-il lui-même été berné ?* »

En 2019, selon Anthony Fouchard, cet intermédiaire avait déjà joué un rôle ambivalent dans une tentative de mise en relation de M<sup>me</sup> Pétronin avec son fils alors que celui-ci remuait ciel et terre depuis plusieurs années pour la retrouver. « *Il était chargé d'organiser une rencontre entre eux deux, mais elle n'a jamais abouti. Sophie Pétronin avait même enregistré une preuve de vie datable, qui devait transiter par cet homme et être transmise à son fils* », détaille le journaliste. En vain.

Selon des éléments recoupés par *Le Monde*, Olivier Dubois n'a en tout cas passé que quelques heures à son hôtel avant de disparaître, dans la journée du 8 avril. Avant de quitter sa chambre, il y aurait laissé son sac, son passeport et son téléphone, possiblement pour ne pas être localisable et compromettre cette rencontre avec le cadre du GSIM. Il aurait alors rejoint un appartement dans Gao loué pour l'occasion, sans qu'on sache exactement ce qu'il devait se passer à cette adresse. L'intermédiaire du journaliste français l'aurait ensuite vu monter dans une voiture, sans contrainte. C'est à partir de ce moment-là qu'on aurait perdu sa trace.

Après la disparition d'Olivier Dubois, cet homme aurait été entendu par des autorités locales. A ce stade, *Le Monde* n'a pu confirmer son sort avec certitude. On ignore s'il est encore détenu ou s'il a été remis en liberté. Traditionnellement, dans ce genre de dossier, outre les autorités du pays, ce sont les hommes de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et les forces spéciales françaises qui sont en première ligne. Un travail long et délicat. Selon nos informations, une enquête préliminaire pour enlèvement en bande organisée et en relation avec une entreprise terroriste a été ouverte par le Parquet national antiterroriste français.

## Désengagement compromis

A la suite de la confirmation officielle de l'enlèvement d'Olivier Dubois, Reporters sans frontières (RSF) a réagi, mercredi : « *Nous avons été informés deux jours après sa disparition. En concertation avec les rédactions qui l'emploient habituellement, nous avons pris la décision de ne pas rendre publique cette prise d'otage, afin de ne pas entraver une éventuelle issue positive rapide* », a précisé le secrétaire général de RSF, Christophe Deloire, en demandant aux autorités maliennes et françaises de « *tout mettre en œuvre pour obtenir sa libération* ».

Cet enlèvement intervient dans un contexte délicat pour la France, engagée depuis huit ans au Mali, dans le cadre de l'opération militaire « Serval », devenue « Barkhane » en 2014. Depuis de longs mois, alors que la situation sur le terrain peine à s'améliorer, que tout laisse penser que l'armée française ne pourra pas se désengager complètement à court terme, et alors que la campagne présidentielle de 2022 approche, Paris cherche désespérément une stratégie d'enjambement de cette échéance. Stratégie qui passe notamment par un changement de communication.

Après avoir laissé entendre, fin 2020, que le nombre de soldats français déployés – actuellement autour de 5 000 – pourrait être revu à la baisse, les armées se montrent beaucoup plus réservées sur cet aspect. Lors d'un sommet sur la question, à N'Djamena, au Tchad, en février, le président de la République, Emmanuel Macron, a annoncé un nouveau point d'étape, d'ici à l'été. Comme à chacun de ces rendez-vous, plusieurs scénarios pourraient être évoqués, dont celui d'un changement de format ou de nom de l'opération « Barkhane ».

L'enlèvement d'Olivier Dubois complique cette tâche déjà ardue. Notamment l'éventuelle élimination du chef du GSIM, Iyad Ag Ghali, qui répond directement à la haute hiérarchie d'Al-Qaïda. En février, le chef de l'Etat français et le patron de la DGSE, Bernard Emié, ont eux-mêmes rappelé que ce Touareg était une cible prioritaire. Et ce, alors que, depuis des mois, les autorités maliennes ont engagé un dialogue avec certains groupes terroristes, dans l'objectif de leur faire rendre les armes. Un processus dans lequel Iyad Ag Ghali aimerait s'immiscer, ce qui constitue une ligne rouge pour la France.

Dans ce contexte de tractations très incertaines, neuf mois à peine après le coup d'Etat au Mali, la présence potentielle d'Olivier Dubois auprès des hommes du GSIM vient complexifier un peu plus l'équation.

